

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article273>



Retour sur le stage Christian LAVAL

- SNES académique de Dijon - S3 - Dossiers académiques - Vie du SNES - Formation syndicale -



Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2004

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Alors que la pédagogie traditionnelle prenait en charge les objectifs de l'Etat centralisateur, se rencontre actuellement la volonté d'obéir plutôt aux objectifs des entreprises qui conduit à plus d'autonomie des établissements formant des réseaux. Le crise des catégories sociales et l'échec du pédagogisme laisse le champ libre à cette vision de l'école.

Les travailleurs du privé n'appartiennent plus à une catégorie garantie par des conventions collectives, il sont tenus pour personnellement responsables des résultats de l'entreprise. Le néo-libéralisme, voulant appliquer à tout prix son idéologie, et d'ailleurs probablement incapable d'imaginer d'autres formes d'organisation que l'entreprise, veut transférer dans l'éducation sa vision des rapports de travail. Le syndicalisme doit donc se méfier de son vocabulaire même. Ainsi faut-il parler de "projet", d'"efficacité" ?

Pour obtenir le "formatage" des profs, il faut créer les conditions d'une adhésion idéologique à ce projet : ce pourrait être le rôle des IUFM (mais il sont historiquement très liés au pédagogisme et à l'"élève au centre").

Mais le néo-libéralisme veut à toute force faire évoluer les enseignants, leur faire parler le langage qui convient et les conduire à partager les nouvelles "valeurs" : notion de compétence, d'offre et de demande, de projet, d'évaluation venue de l'extérieur...

Il faut leur faire croire qu'ils ont intérêt à la contractualisation de leur travail et que la différenciation des salaires ne peut que conduire à la reconnaissance de leur mérite personnel.

Sur la notion d'efficacité

Par Joël Miachon

La question de l'efficacité est au centre de toute activité...mais les résultats de certaines activités sont très difficilement mesurables. Il y a une histoire de "l'efficacité" : le culte de l'efficacité s'installe dans les années 1910/1930 avec le fordisme. Elle s'impose déjà en France dans les années 50.

Aujourd'hui, dans ses mesures de résultats obtenues avec ses indicateurs, le ministère sait-il réellement ce qu'il mesure ? Les performances des élèves ? La qualité des procédures éducatives ?

La culture de l'évaluation qu'il veut promouvoir aboutira-t-elle à offrir plus de clarté à tous les acteurs de l'acte éducatif ou deviendra-t-elle une tracasserie supplémentaire destinée à donner le change aux familles, à promouvoir les dernières modes éducatives et surtout à imposer une idéologique ?

Ne risque-t-elle de se transformer en un instrument de mesure du prétendu mérite (c'est-à-dire, d'abord, de la docilité) d'enseignants de plus en plus arbitrairement traités et rémunérés ?

Ni les pratiques passées du ministère, ni les actuelles, ni ses discours n'invitent à l'optimisme.

Pour construire des réponses et des alternatives, il faut recomposer les questions sur le savoir et son unité dans les pratiques sociales :

- Discuter sur le terrain du rapport des pratiques enseignantes avec l'efficacité : il ne faut pas éviter ce débat, mais mener un travail analytique sur l'efficacité, contester ses modes de mesure, travailler sur l'utilisation de cette notion.
 - Réfléchir au rôle spécifique de l'école dans l'accès aux connaissances : les sources de savoir sont nombreuses, les élèves ont de multiples connaissances diffuses, mais comment donner une cohérence à cet ensemble ?
 - Construire des réponses ensemble dans un langage accessible pour lutter contre tous les phénomènes de morcellement et voir les problèmes dans leur totalité.
 - Porter le débat des alternatives sur le terrain du politique où il faudrait que « se parle la totalité ».
-

Proposition d'un nouveau stage

A la fin du stage du 10 décembre avec Christian Laval, est apparue la nécessité d'approfondir tout ce qui se rapporte à la décentralisation et à sa contradiction principale. Loin de rapprocher les acteurs de terrain des décisions à prendre pour trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent, l'autonomie des établissements et des différents échelons territoriaux apparaît comme un pilotage encore plus centralisé des préconisations ministérielles, particulièrement au niveau des pratiques professionnelles.

Il faut aussi approfondir le lien des procédures de décentralisation avec la réforme de l'Etat.

Pour répondre à cette demande, nous vous proposons à nouveau deux journées de stage : le **mardi 11 mai** et le **mercredi 12 mai**, avec la présence de **Jean-Michel Drevon** qui travaille sur la décentralisation et la réforme de l'Etat à l'**Institut de recherche de la FSU**.

La seconde journée sera consacrée à un travail de réalisation collective de documents informatifs destinés aux collègues et à notre action syndicale.

Vous pouvez dès maintenant vous inscrire à ce stage auprès du S3.



Fédération Syndicale Unitaire

